



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/WP.1/65  
13 août 1973

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
ORGANISATION DE L'UNION AFRICAINE

Huitième Réunion mixte CEA/OUA  
sur le commerce et le développement

Genève, 9-17 août 1973

DECLARATION DE SON EXCELLENCE, MONSIEUR WENIKE BRIGGS,  
COMMISSAIRE AU COMMERCE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE FEDERAL DU NIGERIA  
ET PORTE-PAROLE DU GROUPE AFRICAIN

1. Au nom des Etats membres de l'Organisation de l'Unité africaine, je voudrais vous remercier pour l'invitation qui nous a été adressée par la Communauté à cette conférence préliminaire chargée de préparer le terrain pour l'établissement des relations futures entre l'Afrique et la CEE.
2. Le Président en exercice de l'OUA, le Général Yakubu Gowon, vous a écrit pour vous informer de la décision des Etats africains présents à cette réunion d'accepter votre invitation et de répondre à vos propositions par la voix d'un porte-parole. Je voudrais à présent, avec la permission de mes collègues, m'acquitter de la tâche qui m'est dévolue. Nous reconnaissons avec vous, Monsieur le Président, qu'il s'agit ici d'un événement historique en ce qu'il prouve au monde entier qu'il est possible pour des pays développés et des pays en voie de développement de se réunir sur une base d'égalité et de discuter de questions d'intérêt commun. Nous avons suivi avec un intérêt soutenu l'exposé clair et précis que vous avez fait au nom de la CEE et avons pris note des déclarations de la Communauté sur nos relations futures.
3. Avant de vous communiquer la position de l'Afrique sur les différents sujets abordés dans votre déclaration, j'estime qu'il est nécessaire de faire un bref aperçu, du point de vue de l'Afrique, de l'évolution des problèmes de la coopération, de l'aide et du développement.
4. Le destin commun de nos peuples nous a conduit à conjuguer nos efforts et à mobiliser nos ressources afin de réaliser notre émancipation politique et économique. Il est un fait historique que les Etats africains ont connu des expériences différentes dans leur marche vers l'indépendance. Néanmoins, il est prouvé que la seule manière pour sortir totalement l'Afrique du stade du sous-développement économique réside dans son unité d'action et la recherche commune de solutions à ses problèmes.

5. Le renforcement de l'OUA et ses réalisations constituent aujourd'hui le témoignage de notre ferme détermination à réaliser l'unité de l'Afrique qui est indispensable à son développement. Les Etats africains se doivent donc de renforcer toujours davantage leur unité d'action dans tous les domaines.

6. Au niveau de la coopération économique internationale, les gouvernements africains se sont toujours fait un devoir d'adopter des positions communes lors des grandes conférences internationales, notamment au cours des sessions de la CNUCED. L'échec de la IIIème CNUCED à Santiago du Chili a déclenché par l'adoption de la Déclaration de l'OUA sur la CNUCED le processus qui a donné naissance à la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, qui définit les principes de base à l'action collective ou individuelle des Etats africains dans le domaine de la coopération et du développement. Cette Déclaration marque un tournant nouveau dans la vie des Etats africains rassemblés au sein de l'Organisation de l'Unité africaine et témoigne des mutations profondes qui se sont opérées en Afrique au cours des dix dernières années. Les résultats de la dernière Conférence ministérielle africaine de Lagos constituent le début de la mise en application des engagements contenus dans la Déclaration économique de l'Afrique et démontre notre confiance en une coopération internationale fondée sur la répartition équitable des avantages concrets qui en découlent pour les uns et les autres.

7. Notre présence ici aujourd'hui constitue une fois de plus la réaffirmation de cette volonté. Au nom des Etats africains représentés à cette Conférence, je voudrais exprimer l'espoir que notre rencontre ouvrira des perspectives nouvelles et inaugurer une ère nouvelle de coopération entre l'Afrique et la Communauté européenne, compte tenu des liens économiques, commerciaux et culturels étroits qui existent entre nous. Nous sommes convaincus que cette coopération conçue comme organisation rationnelle de l'interdépendance des Etats sera profitable à tous nos peuples.

8. Nous reconnaissons avec vous la portée historique de cette Conférence et nous voudrions espérer qu'elle marque le début d'une nouvelle forme de coopération économique entre l'Afrique et la CEE. Elle constitue en réalité le prélude à de nouvelles formes de relations entre pays développés et pays en voie de développement. Pour nous, le caractère historique de cette conférence de Bruxelles réside surtout dans le fait que c'est la première fois que les Etats africains, réunis sous la bannière de l'OUA, approchent la CEE pour traiter de leurs relations futures dans des domaines vitaux pour nos peuples et nos gouvernements respectifs. Mûris par l'expérience, nous avons décidé de réviser les méthodes sur lesquelles nous avons fondé notre développement et notre coopération avec les autres, pour les adapter à l'évolution de l'histoire, aux

exigences et aux réalités pressantes de nos peuples et de nos Etats. Il s'agit donc ici, pour les Etats africains, de négocier pour déboucher sur des relations nouvelles avec la CEE sur la base d'une plate-forme qui énonce un certain nombre de principes agréés d'un commun accord par l'ensemble des pays africains.

9. Les Etats africains remettent en cause l'ordre commercial, économique et monétaire international actuel, notamment la nature des relations entre les pays développés et les pays en voie de développement. Nous sommes d'avis que la structure actuelle des relations commerciales et financières internationales n'a pas été de nature à promouvoir notre développement économique. Nous pensons que le moment est venu pour l'Europe des Neuf d'adopter des mesures spéciales de nature à contribuer au progrès de nos pays.

10. Dans la poursuite de ces objectifs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains, lors de la 10ème session ordinaire de leur Conférence au sommet en mai 1973 à Addis Abéba, ont décidé que les Etats africains négocieront avec la CEE sur la base des principes suivants qu'ils jugent fondamentaux :

- a) Le principe de la non-réciprocité des concessions commerciales et tarifaires consenties par la CEE;
- b) l'extension d'une manière non discriminatoire, à l'égard des pays tiers, des dispositions relatives au droit d'établissement;
- c) la révision des règles d'origine doit être formulée de façon à faciliter l'intégration industrielle entre les pays africains en particulier, elles devront conférer le statut de produit originaire à tous les biens produits dans un ou plusieurs pays (membres ou non membres de groupements) africains, ou transformés selon les critères mutuellement admis, que les pays aient ou non une relation préférentielle avec la CEE;
- d) la révision des dispositions relatives aux mouvements de paiements et de capitaux compte tenu de l'objectif qui consiste à réaliser l'indépendance des pays africains sur le plan monétaire et de la nécessité pour les pays africains de coopérer dans le domaine monétaire;
- e) l'accès à l'assistance financière et technique de la CEE ne devrait pas être lié à une forme particulière de relations avec celle-ci;
- f) l'accès libre et assuré aux marchés de la CEE de tous les produits africains, y compris les produits agricoles transformés et semi-transformés, qu'ils fassent ou non l'objet de la politique agricole commune du Marché commun;
- g) il faut garantir aux pays africains des prix stables, équitables et rémunérateurs sur les marchés de la CEE pour leurs principaux produits afin de leur permettre d'augmenter leurs recettes d'exportation;

h) toute forme d'accord conclu avec la CEE ne devrait pas, d'une façon ou d'une autre, avoir d'effet préjudiciable sur la coopération interafricaine.

11. Les Etats africains estiment que les relations futures avec la CEE découlant des négociations à venir devraient faciliter l'application des mesures économiques qui sont essentielles pour leur développement futur telles que la diversification de leurs économies, l'expansion de leurs exportations, la maximalisation de leurs recettes d'exportation, l'amélioration de leurs structures économiques et sociales et la stimulation de la coopération et de l'intégration économiques africaines.

12. Les Etats africains n'ont cessé de déplorer la diminution des avantages nets de l'aide. C'est pourquoi ils espèrent que les nouvelles dispositions permettront d'augmenter considérablement le volume de l'aide financière, en préservant les avantages acquis par certains de nos Etats et en plaçant les autres sur le même pied d'égalité, compte tenu des besoins particuliers des Etats africains. Les Etats africains souhaiteraient également participer à l'administration et à la gestion du Fonds européen de développement.

13. Les Etats africains ici présents ont décidé de négocier ensemble avec la CEE. En prenant acte des formules mentionnées dans la Déclaration du Président du Conseil des communautés européennes, ces Etats africains ont pour objectif, eu égard à leurs besoins particuliers, de négocier avec la CEE un accord global portant sur les domaines économiques, techniques et financiers et respectant les principes fondamentaux adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains lors du dernier sommet d'Addis-Abéba.

14. De surcroît les Etats africains sont d'avis qu'il est possible de convenir d'un cadre juridique qui ne porte pas préjudice à leurs engagements internationaux actuels.

15. Les Etats africains sont convaincus que la justification d'un traitement préférentiel pour l'Afrique réside dans les obligations internationales que les pays développés ont vis-à-vis des pays en voie de développement en général et en particulier dans le fait que l'Afrique est le continent le moins développé du tiers monde, car

16 des 25 pays les moins avancés sont en Afrique. L'accord qui sera conclu entre la CEE et les Etats Membres de l'OUA ne doit donc pas comporter de réciprocité. Cela, à cause des disparités de développement entre les pays africains et les pays membres de la CEE.

16. L'un des obstacles au développement économique de l'Afrique réside dans l'absence d'une technologie appropriée. Un accord entre les Etats africains et les pays technologiquement avancés de la Communauté devrait donc, entre autres, insister sur le transfert des techniques aux pays africains, à des conditions accessibles et acceptables.

17. Quant à la question de la stabilisation de nos recettes d'exportation, nous notons avec satisfaction les propositions de la CEE. Mais non seulement nous souhaitons que cette question sera liée à celle de la détérioration des termes de l'échange des pays africains, de manière à ne pas alourdir les charges de la dette, mais nous voudrions également que la valeur de nos recettes d'exportation soit maximisée.

18. En ce qui concerne l'aspect institutionnel, nous pensons nous aussi que c'est la nature de l'accord conclu qui déterminera le type d'institutions nécessaires.

19. Pour conclure, les pays africains ont encore besoin de se préparer en vue des prochaines négociations. A cet effet, nous devrions d'un commun accord reporter l'ouverture des négociations proprement dites au plus tard à la mi-octobre 1973.

20. Nous sommes fermement convaincus que les négociations doivent commencer au niveau ministériel. Quant aux négociations proprement dites, les Etats africains, tout en souhaitant qu'elles se déroulent comme il se doit sur le plan des experts et des plénipotentiaires, considèrent que la procédure de négociations doit permettre aux ministres des deux parties de se rencontrer pour résoudre les questions importantes.

21. Je voudrais vous assurer, au nom de tous mes collègues, que nous voudrions bien commencer les négociations le plus tôt possible, mais je suis convaincu que la Communauté saura prendre en considération certaines nécessités de préparation et d'organisation appropriées qui découlent, tout naturellement pour nous, des récentes décisions prises en cette matière par la Xème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.